

TAXXI

Pour en finir une fois pour toute avec la chienlit dans le théâtre-action...



"Si ces vingt compagnies en Belgique francophone n'existaient pas,(...), l'État aurait beaucoup plus de soucis à canaliser tous ces gens en mal de vivre dans notre société."

Voilà comment la porte-parole du Centre du Théâtre Action, selon Le Soir, présente le travail réalisé par les compagnies de ce secteur. Erreur de journaliste ? Les guillemets entourant la phrase semblent pourtant indiquer une

citation. Aucun démenti, aucun correctif n'ont été publiés. Interpellé par plusieurs compagnies, le CTA ne s'est même pas fendu d'une réponse. Seul un courriel, faisant principalement appel à l'émotion, et censé répondre au Théâtre des Rues, a été envoyé, et seulement à une partie des compagnies. Faire appel au registre émotionnel est une technique classique pour court-circuiter l'analyse rationnelle et le sens critique. Ce procédé favorise l'insinuation d'idées, de désirs, de peurs, ou de comportements dans les esprits.

Les lecteurs du Soir, eux, n'ont jamais vu paraître le moindre rectificatif. Et ceci en dépit des demandes adressées aux CTA par plusieurs troupes.

Qui ne dit mot consent.

Canaliser les gens en mal de vivre ?

Cuesmes, le 11 mars 2013,

Lettre aux travailleuses, à la direction et aux membres du Centre du Théâtre Action. Lettre transmise pour information à toutes les compagnies de théâtre-action reconnues à ce titre.

A lire l'article des samedi 2 et dimanche 3 mars, paru dans Le Soir, il est permis de se demander jusqu'où ira la dérive intellectuelle du Centre du Théâtre Action.

Non, il n'y a pas «une vingtaine de compagnies (...) qui font partie du Centre du Théâtre Action». Non, les compagnies de théâtre-action ne sont pas «affiliées à notre centre». Le Centre du Théâtre Action ne

représente que lui-même et par conséquent ne peut parler que de son action et non de celle du théâtre-action dans son ensemble.

Pour peu qu'il soit possible de s'exprimer au nom de l'ensemble du théâtre-action, il n'y a que le Mouvement du Théâtre Action qui en possède la capacité.

Il est incompréhensible que le Centre du Théâtre Action soit inapte à intégrer cette réalité.

Non, «Il (n)y a pas plein d'initiatives dans l'esprit du théâtre-action». Sinon à quoi bon un décret, un arrêté d'application et un article budgétaire ? Il est incompréhensible que le Centre du Théâtre Action soit

incapable d'intégrer cette dimension élémentaire de politique institutionnelle.

Oui, le Centre du Théâtre Action s'exprime dans une logorrhée éculée, se répand en affirmations non seulement convenues, mais fausses et dramatiquement imbéciles, que le Théâtre des Rues rejette depuis des années, exemples :

«Les gens ...» Non, «notre but n'est pas d'être proche des gens». Le but du Théâtre des Rues est d'être dans et avec le peuple.

«Les petites gens...» Non, «L'intérêt ce n'est pas que ces petites gens (...) se sentent exister». Quel mépris à leur égard ! Toute personne existe et ne nous attend pas pour être. En outre il n'y a pas, sauf à épouser les



Article paru dans Le Soir

Et si le théâtre s'immisçait réellement dans nos vies, au-delà de l'art qu'il a déjà de nous les refléter, en les questionnant, en les raillant, en les magnifiant. Tel est l'objectif de ce que l'on nomme en Belgique le "théâtre action", un théâtre plus discret, parfois même méconnu, et pourtant... Ce vendredi 1er mars commence la 14e édition du Festival international de Théâtre Action (Fita), un festival itinérant qui fera escale dans cinq villes, en Wallonie et à Bruxelles, et ce jusqu'au 23 mars.

Le théâtre action, à l'origine, c'est un théâtre engagé, franchement à gauche, qui émerge dans les années 60. Un théâtre qui veut donner la parole aux "opprimés", à ceux qui se sentent écartés du système dominant. Marie Romain, responsable communication du Fita 2013, parle de "théâtre en résistance". Concrètement, aujourd'hui, une vingtaine de compagnies en Belgique font partie du Centre du théâtre-action. "Le propre du théâtre-action est de travailler en ateliers avec des acteurs non professionnels, qui sont souvent des gens en difficulté, comme des prisonniers, des jeunes défavorisés, etc.", précise Marie Romain. Dans cette optique, les créations sont surtout présentées hors des salles théâtrales, dans des lieux plus spécifiques comme des écoles, des maisons de jeunes, et pour certains publics précis comme les syndicats, par exemple.

La crise qui secoue l'Europe et indignes les populations devrait en toute logique constituer un terreau particulièrement fertile pour le théâtre-action. Pourtant, force est de constater qu'il manque de visibilité. "Il y a plein d'initiatives dans l'esprit du théâtre-action, mais qui ne sont pas nécessairement affiliées à notre

centre, explique encore Marie Romain. C'est un peu éparpillé, et cela tient aussi au fait que les appellations changent suivant les pays. Cependant, le festival a un certain rayonnement. A notre initiative, il en existe maintenant un en Italie et un autre en France. Mais il est certain que c'est un théâtre qui n'a pas beaucoup de moyens, et qui travaille à une échelle plus réduite." Pour Thérèse Di Prima, la coordinatrice du festival, c'est aussi la raison d'être de ce théâtre: "Notre but est vraiment d'être proche des gens. L'intérêt, c'est que ces petites gens dont on ne parle jamais se sentent exister car ils rencontrent des représentants de leur propre parole. C'est un travail au quotidien qui se fait donc hors des grandes salles. Avec la crise, c'est sûr, le théâtre-action est plus vivant que jamais! Si ces vingt compagnies en Belgique francophone n'existaient pas, si elles ne travaillaient pas à requestionner le monde en partant d'une parole collective, l'État aurait beaucoup plus de soucis à canaliser tous ces gens en mal de vivre dans notre société. Nous sommes subventionnés pour ça aussi (et nous sommes les seuls dans le monde!), pour que chacun puisse se sentir citoyen à part entière, entendu et écouté."

Le Festival du théâtre action, c'est 5 villes, 8 compagnies, 23 jours et plus de 50 représentations. Par ville, les différentes compagnies impliquées ont développé un thème. Cela donne un ensemble assez hétéroclite, entre la ruralité pour Rochefort, les jeunes et les homosexuels à Bastogne, "Amour et Révolte" à Bruxelles, ou encore "Charleroi, mon village". On trouvera également des spectacles étrangers, comme la création d'une compagnie africaine du Burundi mise en scène par une Belge.

Élodie Blogie



thèses caritatives les plus misérabilistes, de petites gens. «Avec la crise, c'est sûr, le théâtre-action est plus vivant que jamais». Faux, depuis qu'il existe le Théâtre des Rues stigmatise les méfaits du capitalisme, des impérialismes et des inégalités sociales avec une vigueur égale, hier, à celle d'aujourd'hui.

Non, «Nous (ne) sommes pas subventionnés (...) pour que chacun puisse se sentir citoyen à part entière». Mais bien pour que chacun se dresse et s'insurge contre la cité s'il le juge bon. Le Théâtre des Rues ajoute que le vocable «citoyen» est essoré par la social-démocratie de tous bords et phagocyté jusque par la droite la plus radicale et qu'il importe donc de lui appliquer les principes de la désintoxication du langage.

Venons-en à l'insensé, à l'outrageant ; la phrase qui commence par : «Si ces vingt compagnies en Belgique (...)» et se termine par «canaliser tous ces gens en mal de vivre dans notre société.»

Le Théâtre des Rues a adopté, après avoir découvert des spectacles du Théâtre de la Communauté, de la Compagnie du Campus et de la Renaissance, le mode de production culturelle, artistique et politique du théâtre-action dès 1977 parce qu'il y voyait une ouverture propice à la révolte. Il n'a changé ni de mode de pensée, ni de manière de produire depuis ;



même s'il a cédé à la terminologie de théâtre en résistance.

Mais avec l'article du Soir, nous voilà confrontés au révisionnisme : ainsi donc, nous sommes les bons petits soldats de l'ordre, la morphine du peuple, la bouée de sauvetage de «tous ces gens» indifférenciés, masse glauque perdue dans un «mal de vivre»...

Le Théâtre des Rues affirme : ces propos sont une nuisance, ils sont autant d'insultes jetées à la face de tous ceux et celles qui travaillent et ont travaillé – professionnellement ou non – à ses actions et à ses réalisations, de 1977 à aujourd'hui.

Le 7 mars, une enseignante a amené ses étudiant(e)s à une représentation de «Karl Marx, le retour» en nous disant qu'elle avait remis, pour les

préparer à la représentation, l'article incriminé. Ce sont de futurs enseignants et éducateurs, ils étaient une soixantaine, ils ont donc vu un spectacle affublé du masque de la révolte, voire de la révolution alors qu'en vrai, il ne serait que la caution de l'ordre établi. Nous vous laissons le soin d'apprécier notre niveau de colère et la désinformation dont ces étudiant(e)s sont les victimes, et demain les vecteurs.

Pour le Théâtre des Rues, cette phrase est une faute grave.

Si elle a été tenue, - ou si elle a été retranscrite erronément - nous demandons au Centre du Théâtre Action d'exercer son droit de réponse.

Si elle a été tenue, le Théâtre des Rues attend que le Centre du

Théâtre Action en démente chacun des termes avec la plus grande fermeté. Que ce démenti soit adressé aux pouvoirs publics, aux institutions et associations culturelles, aux mouvements d'éducation permanente, aux associations de jeunesse, aux organisations représentatives des travailleurs de toute la Fédération Wallonie-Bruxelles.

A défaut de constater la mise en œuvre de l'une ou de l'autre de ces exigences, le Théâtre des Rues se verra contraint d'abandonner le Centre du Théâtre Action et de le laisser à ses errances.

Pour le Théâtre des Rues,

Jean Delval
Danièle Ricaille
Anne van Eylem



Ilya Repine - Les cosaques zaporogues écrivant une lettre de réponse au sultan de Turquie.

Nous, nous ne disons pas petites gens, nous disons camarade !



Un atelier-théâtre de création collective. De création collective de théâtre-action, de surcroît. Un monstre du Loch Ness.

Des mots accolés l'un à l'autre ... si denses si on y regarde d'un peu plus près, si on s'y plonge, à corps, à cri, à cœur. Et avec toute sa tête encore bien. Ils cachent une réalité

complexe. Du concret pour bien se faire comprendre. Oui mais d'abord, sachez qu'on a horreur des petites cases, alors on risque de digresser



furieusement. Mais ne t'inquiète pas ami-e lectrice, lecteur et laisse-toi contaminer.

Les compagnies de théâtre-action ont pour mission principale de travailler avec des groupes de personnes pour les amener à créer leur spectacle collectif... heu...les amener à créer ? Le terme est limité et inapproprié, on ne les amène pas à...les participant-e-s veulent s'exprimer, faire du théâtre, dire une urgence, ont un besoin fondamental... et nous, les comédiennes-animatrices et comédiens-animateurs, on les emmènent vers un spectacle collectif. C'est ce qu'on connaît, ce qu'on fait et on leur en dit la pertinence et c'est ce qu'ils cherchent souvent, mettre en scène cette parole collective et s'ils la découvrent sans l'avoir formulée au départ, ils sont d'accord, veulent tenter l'aventure. Ce n'est pas n'importe quel spectacle, ce n'est pas « mon cul sur la commode », quoi que c'est très sympa aussi, ça nous fait rire aussi. La pratique de base c'est d'être dans ces groupes pour, AVEC eux, créer un spectacle collectif qui relaye une parole politique. Aaargh ! et voilà...le mot est lâché.

Politique

Politique ? Oui. Dans un sens d'analyse et de réflexion sur la société et au-delà bien entendu : on n'est pas là pour leur en imposer à ces groupes mais pour faire germer leur(s) positionnement(s) sur l'idée ou les idées de base, ce dont ils ont



envie de parler et donc ce sur quoi, parfois au plus profond d'eux-mêmes, ils ont envie d'agir.

Donc, de ces urgences, de ces envies, on fait un spectacle qui sollicite des réflexions, des questionnements chez les spectateurs...Parce que oui, il s'agit bien de faire du théâtre à destination d'un public.

Simple non ? Non. Pour beaucoup de raisons, mais la principale est que depuis que nous sommes tout petits, on a beau nous répéter qu'on est en démocratie, on nous confisque le droit d'être des personnes réellement autonomes et critiques. Des personnes pensantes. Pas de bol, dans les ateliers, c'est ce qu'on tente de faire. Souvent on y arrive. Tous et toutes ensemble. Avec les participant-e-s. Ça prend du temps. « Le temps c'est de l'argent », un concept rabâché à un comédien-animateur par un ponte de gauche dont on ne citera pas le nom (ça lui ferait trop plaisir et vous en connaissez sûrement beaucoup qui lui ressemblent). Non, le temps, c'est du temps. Un point c'est tout. Donc, du temps : pour créer, faire confiance aux autres, à soi-même, au comédien-animateur, pour discuter, chercher, analyser...Dans une société, un monde-express. On a du mal à l'éviter, cette tension-là. Les participant-e-s sont soumis à la pression extérieure : de l'école, du travail, de la rentabilité, du résultat. Du coup, avec elles et eux, on oppose un autre « résultat », un truc inclassable souvent, à la limite du théâtre parfois, revigorant et culotté aussi...une création collective de théâtre-action. Et donc, vous voyez que c'est politique ?

Chevaliers blancs

On a coutume de dire que les publics des ateliers sont des gens écartés du système dominant qui auraient attendu les compagnies de théâtre-action qui tels des chevaliers blancs leurs permettraient enfin d'exister...Ah bon ? Le Grand Asile travaille avec tout le monde d'abord. Et aussi les gens écartés du système...C'est un choix. Aujourd'hui plus que jamais. On fait des ghettos, on nous met dans des cases. On nous demande de travailler avec des publics-cibles. Non, nous ne pouvons pas accepter d'enfermer un « public » et donc des personnes, dans des petites cases, des petites catégories, des petites normes. Nous ne ciblons personne. Nous voulons que notre théâtre soit à l'inverse du modèle que la société nous impose : complexe, différent, métissé, sans hiérarchie...Riche des personnes qui le composent.

Alors, non, on ne fait pas des ateliers-théâtre avec des petites gens. Mais avec des personnes : Laura, Sébastien, Martine, Jacques, Nadia, Marianne, Olivier, Corine, Boris, Alex, Sofia, Flavie, Vadim, Anne, Eric, Fatima, Aline, Corentin, Shana, des retraité-e-s, des étudiant-e-s, des petit-e-s, des maigres, des ouvriers/ouvrières, des femmes au foyer (pas encore d'hommes mais ça va venir), des précaires, des pys, des malades, des combattant-e-s, ET CETERA ! Et ils, et elles ne nous ont pas attendu pour exister. Mais ils et elles ont fait le choix de faire une création collective, avec nous, d'exprimer des idées, de lutter pour que les choses bougent par ce biais-

là. Nous voulons créer autre chose dans ces ateliers. Contre ce monde de réduction, d'hyper-rentabilité, de marchandisation nous créons un espace-temps où tout peut être dit. Voilà, même si c'est fragile, même si on n'en parle pas toujours en ces termes, les ateliers-théâtre sont un

lieu de contre-pouvoir et de liberté. C'est salvateur pour NOUS, Le Grand Asile (ses permanent-e-s, ses ami-e-s...) et les participant-e-s d'ateliers. Mais aussi pour tous les gens qui de près ou de loin sont touchés – ou se laissent toucher – par ces ateliers. Et il ne s'agit pas

d'un travail « plus social », mais bien de théâtre. Et de politique.

Déborah et Aïcha
(Le Grand Asile)



"La vraie dissidence est dans l'oubli des fondements"

A propos du Supplément du Soir des 2 et 3 mars 2013

Les propos de Theresa Di Prima (TDP) visent la mise en pratique de la démarche du théâtre-action par les compagnies, généralisant des approches différenciées reposant toutefois sur des principes communs. Parlant au nom de tous, elle semble peu se soucier de la responsabilité qu'elle porte dans une parole publique.

La directrice Katty Masciarelli (KM) qui supervise le Fita écrit de cette intervention que « C'est certainement déplorable (mais) ce n'est pas un article qui interprète quelque peu nos dires qui nous empêcheront (sic) d'agir pour le bien commun ». Elle ajoutait que « la journaliste viendrait assister à un spectacle et nous en profiterons pour rectifier ». Vaine incantation : nul démenti depuis ce dérapage.

On voudrait croire à une erreur d'interprétation –même de quelque peu- ou, pour les plus exigeants, espérer un aveu d'imposture, quoique peu crédible de la part d'une journaliste coutumière des humeurs de la culture alternative. Peine perdue : ceux qui, avant de se positionner, espéraient au moins la reconnaissance d'un involontaire lapsus linguae, devront bien accepter la réalité des mots.

S'agirait-il d'un manque de lucidité personnel de TDP ? Mais non : « ni malice, ni manque de lucidité » écrit KM qui en assume courageusement la responsabilité. D'ailleurs on voit mal une universitaire diplômée, spécialiste en communication, avec l'expérience de ses dix FITA, se tromper de mots, de lieu, de cible, de contexte : le FITA, un temps/vitrine du

théâtre-action.

Une provocation peut-être ? TDP est réputée pour ses déclarations intempestives. Titillée peut-être par le terme « réconciliation » - Théâtre et Réconciliation présentait le seul spectacle vraiment international du festival-, se serait-elle laissé aller à défier certaines compagnies ? A dénoncer la capture sociale et économique des moins adaptés, par des pratiques contestables qui canalisent des gens en mal de vivre pour éviter leur révolte ?

On aimerait la rejoindre sur une telle réflexion. Las ! C'est trop espérer. L'hypothèse à peine soumise à KM, celle-ci l'écarte et s'abrite derrière la conclusion du colloque : Les ouvriers dans la rue, les artistes au balcon : « Ce sont les actes qui parlent et les nôtres participent au décloisonnement, à l'éveil des consciences pour agir ensemble à une communauté de destin ». Soit, mais un peu langue de bois quand même.

Pas de malice donc, ni de manque de lucidité, ni de provocation. Reste une parole, déplorable mais jamais déplorée, publiée dans le principal organe de presse francophone. Sans démenti clair et rapide, c'est aussi un « acte qui parle », et très fort, devant lequel la poétique conclusion d'un « mardi du théâtre-action » par ailleurs diversement apprécié, pèse d'un bien faible poids.

Il faut bien en revenir au sens du message. Dans un numéro qu'Alternatives Théâtrales consacrait en 2004 au Théâtre dans l'espace social, Henry Ingberg prévenait les compagnies de ne pas se laisser bercer par la relative sécurité que leur donnait cette « institutionnalisation », et les exhortait à poursuivre leurs combats fondateurs.

L'histoire politique du théâtre-action reconnaît les difficultés rencontrées par la démarche confrontée aux effets dévastateurs du libéralisme depuis le milieu des années 80 et les nouvelles formes d'une idéologie qui



vit se recentrer sur leur survie fonctionnelle la plupart des grands mouvements de l'après-68. Les animateurs savent la difficulté de percevoir la voix de gens épuisés de solitude, et l'exigence de relier un public atomisé subissant les effets de politiques privilégiant les valeurs financières et l'économie de casino.

On sait comme le recentrage du discours dominant sur la responsabilité individuelle et la valorisation des « mieux adaptés » a pris le pas sur la solidarité, les réponses collectives et la contestation des causes.

On a vu les nouvelles révoltes contre les injustices confrontées à un ordre apparemment dorénavant intangible, d'un monde où l'histoire, désormais finie, n'a plus à se reconstruire, et une pensée totalitaire qui récupère à son profit jusqu'à la citoyenneté (obligatoirement responsable »), ou les indignés pourvu qu'ils ne soient pas négatifs (dans l'articulet de Makereel). Dans ce cas à quoi bon encore un théâtre-action qui interroge les causes et suscite le



refus et le combat ?

Certains, assurés de leur subvention, sans se l'avouer s'y résigneraient-ils, se limitant à constater la catastrophe ? Est-ce ceux là que visent les propos de TDP? S'il en est, ils ne sont pas tout le théâtre- action et certainement pas celui qui compte. D'autres tentent toujours de demeurer une force de résistance. Le théâtre, comme ils prétendent le faire, est pour eux le lieu et la forme de leur combat.

Dans cette tension entre deux courants, le CTA semble dans les faits avoir rallié le premier, et, au motif de contraintes financières et de préservation de l'emploi, avoir abandonné audace et vision



d'ensemble pour une gestion parcimonieuse sur fond de préférences implicites, parfois ambiguës. Devant cette réalité objective, l'article de presse incriminé révélerait en définitive davantage un dernier sursaut devant le vide d'une réflexion critique reposant sur des choix fondamentaux

Et maintenant s'interroge KM ? Maintenant, il faudra retenir ce qu'aura été en 2013 la parole publique du CTA sur le théâtre-action, en rupture avec son histoire politique et sa dénonciation des oppressions. Pour la survie du CTA sans aucun doute, pour qu'il interroge son rôle, son discours médiatique et ses pratiques. Mais avant tout pour le théâtre-action, ici et au plan international. On le dira moins de vingt jours plus tard, à Tunis lors des débats de la Commission culture du Forum Social Mondial, où va naître le projet d'un Secrétariat international des théâtres-actions, avec un écho donnant la mesure toute relative d'un article de presse belgo-belge déjà tombé dans les oubliettes.

Une parenthèse se referme donc sur une divagation. Dommage pour la divagation, mais tant mieux pour la parenthèse. Mais pas d'erreur : ouverte depuis la mi-2011, d'autres divagations, plus irresponsables encore, l'y ont précédée, au CTA et au sein de l'Assemblée des compagnies, qu'elles ont affectée voire infectée.

La dissidence qui pour un nombre croissant de compagnies en est un des effets, n'est cependant pas

nécessairement là où elle se dit. Simplement mais avec vigilance, ces compagnies disent où est la rupture et où, le refus. La vraie dissidence est celle qui se satisfait de la répétition des formes, négligeant les fondements de la démarche. Mais sur ces failles, il faudra quand même rebâtir.

Quant au CTA, au cœur de ce désordre, il doit se recentrer sur son objet social et quitter cette AG/MTA que, jouant à l'apprenti sorcier, et pour son seul privilège, il a imprudemment détournée de son rôle. Il doit respecter au plus haut point l'égalité de traitement entre les compagnies, sans préférence et sans exclusive. Sans moralisme de pacotille et sans pression politique, dissimulée ou non. Il doit se rappeler que ses ressources publiques, importantes, ne lui sont acquises qu'en raison de l'existence et du travail des compagnies, qu'il doit renoncer à diviser. Ce n'est qu'à ces conditions que la parenthèse pourra se refermer sans trop laisser de plaies ouvertes.

